

SAMIR AMIN

## **FACE A L'HEGEMONISME DES ETATS-UNIS : LES CONDITIONS D'UN RAPPROCHEMENT EURO-ASIATIQUE**

Le monde contemporain est le théâtre de transformations d'une ampleur gigantesque. L'Europe, devenue la première puissance commerciale, est engagée dans une construction politique commune qui exclura probablement le retour aux guerres intra européennes dont est tissé son passé. Le Japon est devenu une grande puissance économique et une bonne partie de l'Asie est engagée sur la route d'un développement accéléré. Les Etats Unis , de leur côté , ont fait une rentrée fracassante . Simultanément la disparition du système du socialisme réellement existant laisse penser que le capitalisme constitue le seul avenir possible pour toutes les nations.

Dans ces conditions la géométrie des rapprochements possibles entre les divers pôles de puissance et de richesse est devenue extrêmement complexe. Je tenterai dans les pages qui suivent d'esquisser une réponse à la question suivante : quelles sont les conditions d'un rapprochement euro asiatique face au défi de l'hégémonie des Etats Unis ?

### **L'impérialisme, stade permanent du capitalisme**

L'impérialisme n'est pas un stade du capitalisme , mais le caractère permanent de son expansion globalisée qui , depuis ses origines jusqu'à ce jour , a toujours produit la polarisation de la richesse et de la puissance au bénéfice de ses centres. Les « monopoles » dont bénéficient les centres dans la construction de leurs relations asymétriques avec les périphéries du système définissent chacune des phases successives de l'histoire du système impérialiste mondialisé.

De la révolution industrielle ( débuts du XIX ème siècle ) aux décennies de l'après deuxième guerre mondiale , ce monopole était celui de l'industrie , centres et périphéries étant alors synonymes de pays industrialisés ou non industrialisés. On comprend alors que les mouvements de libération nationale des périphéries aient donné la priorité à l'industrialisation , dans la perspective d'un « rattrapage » . Leur succès a contraint l'impérialisme à s'ajuster à cette exigence. Cela ne signifie nullement que nous sommes effectivement engagés sur la route du »rattrapage » et entrés dans une étape de l'histoire » post impérialiste ». Car les centres se sont réorganisés autour de nouveaux « monopoles » leur assurant le contrôle des technologies , de l'accès aux ressources naturelles de la planète , des flux financiers internationaux , des communications et de la production des armements de destruction massive , qui doivent nécessairement reproduire et approfondir la polarisation à l'échelle mondiale.

### **Du conflit permanent des impérialismes à l'impérialisme collectif**

L'impérialisme – de ses origines au XVI ème siècle jusqu'à la seconde guerre mondiale – se conjugait au pluriel. Le conflit des impérialismes , permanent , souvent violent, occupait de ce fait une place importante dans le façonnement du monde. La seconde guerre mondiale s'est soldée par une transformation majeure de ce point de vue : la

substitution d'un impérialisme collectif de la « triade » ( Etats Unis , Europe, Japon) à la multiplicité des impérialismes.

Je suggère ici que la formation du nouvel impérialisme collectif trouve son origine dans la transformation des conditions de la concurrence. Il y a encore quelques décennies les grandes firmes livraient leurs batailles concurrentielles pour l'essentiel sur les marchés nationaux. Les vainqueurs des « matchs » nationaux pouvaient se produire en bonne position sur le marché mondial. Aujourd'hui, la taille du marché nécessaire pour l'emporter au premier cycle de matchs approche des 500-600 millions de « consommateurs potentiels ». La bataille doit donc être livrée d'emblée sur le marché mondial et gagnée sur ce terrain. Et ce sont ceux qui l'emportent sur ce marché qui s'imposent alors et de surcroît sur leurs terrains nationaux respectifs. La mondialisation approfondie devient le cadre premier de l'activité des grandes firmes. Autrement dit dans le couple national/mondial les termes de la causalité sont inversés : autrefois la puissance nationale commandait la présence mondiale, aujourd'hui c'est l'inverse. De ce fait les firmes transnationales, quelle que soit leur nationalité, ont des intérêts communs dans la gestion du marché mondial. Ces intérêts se superposent aux conflits permanents et mercantiles qui définissent toutes les formes de la concurrence propres au capitalisme, quelles qu'elles soient.

La solidarité des segments dominants du capital transnationalisé de tous les partenaires de la triade est réelle, et s'exprime par leur ralliement au néo-libéralisme globalisé. Les Etats Unis sont vus dans cette perspective comme les défenseurs (militaires si nécessaire) de ces « intérêts communs ». Il reste que Washington n'entend pas « partager équitablement » les profits de son leadership. Les Etats Unis s'emploient au contraire à vassaliser leurs alliés, et dans cet esprit ne sont prêts à consentir à leurs alliés subalternes de la triade que des concessions mineures. Ce conflit d'intérêts du capital dominant est-il appelé à s'accuser au point d'entraîner une rupture dans l'alliance atlantique ?

### **Le projet de la classe dirigeante des Etats Unis : étendre la doctrine Monroe à toute la Planète**

Ce projet que la classe dirigeante des Etats Unis nourrit depuis 1945 vise aujourd'hui cinq objectifs : (i) neutraliser et asservir les autres partenaires de la triade (l'Europe et le Japon) et minimiser la capacité de ces Etats d'agir à l'extérieur du giron américain ; (ii) établir le contrôle militaire de l'OTAN et "latino-américaniser" les anciens morceaux du monde soviétique ; (iii) contrôler sans partage le Moyen Orient et ses ressources pétrolières ; (iv) démanteler la Chine, s'assurer la subordination des autres grands Etats (Inde, Brésil) et empêcher la constitution de blocs régionaux qui pourraient négocier les termes de la globalisation ; (v) marginaliser les régions du Sud qui ne représentent pas d'intérêt stratégique.

Le projet a toujours donné un rôle décisif à sa dimension militaire. Il a été conçu après Potsdam , fondé sur le monopole nucléaire. Très rapidement les Etats Unis ont mis en place une stratégie militaire globale, partagé la Planète en régions et affecté la responsabilité du contrôle de chacune d'elles à un « US Military Command ». L'objectif n'était pas seulement « d'encercler l'URSS » (et la Chine), mais tout également de disposer des moyens faisant de Washington le maître en dernier ressort de toutes les régions de la planète. Autrement dit d'étendre à toute la Planète la doctrine

Monroe, qui effectivement donne aux Etats Unis le « droit » exclusif de gérer l'ensemble du Nouveau Monde conformément à ce qu'ils définissent comme leurs « intérêts nationaux ».

L'instrument privilégié de l'offensive hégémoniste en cours est donc militaire. Cette hégémonie, qui garantirait à son tour celle de la triade sur le système mondial, exigerait donc que leurs alliés acceptent de naviguer dans le sillage américain, comme la Grande Bretagne, et le Japon en reconnaissent la nécessité sans états d'âme, pas même « culturels ». Mais du coup les discours dont les politiciens européens abreuvent leurs auditoires – concernant la puissance économique de l'Europe – perdent toute portée réelle. En se situant exclusivement sur le terrain des disputes mercantiles, sans projet propre, l'Europe est battue d'avance. On le sait bien à Washington.

Le projet implique que la « souveraineté des intérêts nationaux des Etats Unis » soit placé au dessus de tous les autres principes encadrant les comportements politiques considérés comme des moyens « légitimes » ; il développe une méfiance systématique à l'égard de tout droit supranational.

La classe dirigeante des Etats Unis proclame sans retenue aucune qu'elle ne « tolérera » pas la reconstitution d'une puissance économique et militaire quelconque capable de mettre en question son monopole de domination de la Planète, et s'est donnée, à cette fin, le droit de conduire des « guerres préventives ». Trois adversaires potentiels principaux sont visés ici.

En premier lieu la Russie, dont le démembrement, après celui de l'URSS, constitue désormais un objectif stratégique majeur des Etats Unis. La classe dirigeante russe ne paraissait pas l'avoir compris, jusqu'ici. Elle semblait convaincue qu'après avoir « perdu la guerre », elle pourrait « gagner la paix », comme cela l'a été pour l'Allemagne et le Japon. Elle oubliait que Washington avait besoin du redressement de ses deux adversaires de la seconde guerre mondiale, précisément pour faire face au défi soviétique. La conjoncture nouvelle est différente, les Etats Unis n'ayant plus de concurrent sérieux. Leur option est alors de détruire définitivement et complètement l'adversaire russe défait. Poutine l'a-t-il compris et amorce-t-il une sortie de la Russie de ses illusions ?

En second lieu la Chine, dont la masse et le succès économique inquiètent les Etats Unis dont l'objectif stratégique reste ici également le démembrement de ce grand pays.

L'Europe vient en troisième position dans cette vision globale des nouveaux maîtres du monde. Mais ici l'establishment nord américain ne paraît pas inquiet, tout au moins jusqu'à ce jour. L'atlantisme inconditionnel des uns (la Grande Bretagne, mais aussi les nouveaux pouvoirs serviles de l'Est), les « sables mouvants du projet européen », les intérêts convergents du capital dominant de l'impérialisme collectif de la triade, contribuent à l'effacement du projet européen, maintenu dans son statut de « volet européen du projet des Etats Unis ». La diplomatie de Washington était parvenue à maintenir l'Allemagne dans son sillage ; la réunification et la conquête de l'Europe de l'Est ont même semblé renforcer cette alliance : l'Allemagne serait encouragée à reprendre sa tradition de « poussée vers l'Est » (le rôle joué par Berlin dans le démembrement de la Yougoslavie par la reconnaissance hâtive de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie en a été une expression) et, pour le reste, invité à naviguer

dans le sillage de Washington. Renversement de la vapeur en cours ? La classe politique allemande paraît hésitante et peut être divisée quant à ses choix de stratégie.

L'alternative à l'alignement atlantiste – qui semble avoir le vent en poupe – appelle, en contrepoint, un renforcement d'un axe Paris-Berlin-Moscou qui deviendrait alors le pilier le plus solide d'un système européen indépendant de Washington.

L'opinion courante, est que la puissance militaire des Etats Unis ne constituerait que le sommet de l'iceberg, prolongeant une supériorité de ce pays dans tous les domaines, notamment économiques, voire politiques et culturels. La soumission à l'hégémonisme auquel il prétend serait donc de ce fait incontournable.

Je prétends, en contrepoint que, dans le système de l'impérialisme collectif les Etats Unis ne disposent pas d'avantages économiques décisifs. Le système productif des Etats Unis est loin d'être « le plus efficace du monde ». Au contraire presque aucun de ses segments ne serait certain de l'emporter sur ses concurrents sur un marché véritablement ouvert comme l'imaginent les économistes libéraux. En témoigne le déficit commercial des Etats Unis qui s'aggrave d'année en année, passé de 100 milliards de dollars en 1989 à 500 en 2002. De surcroît ce déficit concerne pratiquement tous les segments du système productif. La concurrence entre Ariane et les fusées de la Nasa, Airbus et Boeing témoigne de la vulnérabilité de l'avantage américain. Face à l'Europe et au Japon pour les productions de haute technologie, à la Chine, à la Corée et aux autres pays industrialisés d'Asie et d'Amérique latine pour les produits manufacturés banals, à l'Europe et au cône sud d'Amérique latine pour l'agriculture, les Etats Unis ne l'emporteraient probablement pas sans le recours à des moyens « extra économiques » qui violent les principes du libéralisme imposés aux concurrents !

L'économie nord américaine vit en parasite au détriment de ses partenaires dans le système mondial. Le monde produit, les Etats Unis (dont l'épargne nationale est pratiquement nulle) consomment. « L'avantage » des Etats Unis est celui d'un prédateur dont le déficit est couvert par l'apport des autres, consenti ou forcé. Les moyens mis en œuvre par Washington pour compenser ses déficiences sont de nature diverses : violations unilatérales répétées des principes du libéralisme, exportations d'armements, recherche de sur-rentes pétrolières (qui supposent la mise en coupe réglée des producteurs, l'un des motifs réels des guerres d'Asie centrale et d'Irak). Il reste que l'essentiel du déficit américain est couvert par les apports en capitaux en provenance de l'Europe et du Japon, du Sud (pays pétroliers riches et classes comprador de tous les pays du tiers monde, plus pauvres inclus), auquel on ajoutera la ponction exercée au titre du service de la dette imposée à la presque totalité des pays de la périphérie du système mondial.

La stratégie hégémoniste des Etats Unis se situe dans le cadre du nouvel impérialisme collectif. L'objectif de cette stratégie est tout simplement d'établir le contrôle militaire des Etats-Unis sur la planète entière. Ce contrôle est le moyen par lequel Washington pourrait garantir son accès privilégié à toutes les ressources naturelles du globe, contraignant ainsi ses alliés subalternés, la Russie, la Chine et le tiers monde dans son ensemble à se soumettre à des statuts de vassaux. Le contrôle militaire de la planète constitue le moyen d'imposer en dernier ressort un « tribut » ponctionné par la violence politique, se substituant au « flux spontané » des capitaux qui compensent le déficit

américain, source majeure de la vulnérabilité grandissante de l'hégémonie des Etats-Unis. L'objectif de cette stratégie n'est ni de « garantir pour tous l'ouverture égale des marchés », (ce discours de propagande est confié aux thuriféraires du néo-libéralisme) ni évidemment de faire régner partout la démocratie !

La super puissance américaine vit au jour le jour grâce au flux des capitaux qui alimente le parasitisme de son économie et de sa société. La vulnérabilité des Etats Unis constitue, de ce fait, une menace sérieuse pour le projet de Washington.

L'Europe en particulier, mais le reste du monde en général, devront choisir entre l'un ou l'autre des deux options stratégiques suivantes : placer le « surplus » de leurs capitaux (« d'épargne ») dont ils disposent pour financer le déficit des Etats Unis (de la consommation, des investissements et des dépenses militaires) ; ou conserver et investir chez eux ce surplus et relancer l'économie. Car la transfusion exige la soumission des Européens à des politiques « déflationnistes » (terme impropre du langage de l'économie conventionnelle) – je dirai « stagnationnistes » - de manière à dégager un surplus d'épargne exportable. Elle fait dépendre une reprise en Europe – toujours médiocre - de celle – soutenue artificiellement – des Etats Unis. En sens inverse la mobilisation de ce surplus pour des emplois locaux en Europe permettrait de relancer simultanément la consommation (par la reconstruction de la dimension sociale de la gestion économique dévastée par le virus libéral), l'investissement – et particulier dans les technologies nouvelles (et financer leurs recherches), voire la dépense militaire (mettant un terme aux « avantages » des Etats Unis dans ce domaine). L'option en faveur de cette réponse au défi implique un rééquilibrage des rapports sociaux en faveur des classes travailleuses. Conflits des Nations et luttes sociales s'articulent de cette manière. En d'autres termes le contraste Etats Unis/Europe n'oppose pas fondamentalement les intérêts des segments dominants du capital des différents partenaires.

L'option néo-libérale de l'Europe, renforcée par la gestion de sa monnaie commune (l'Euro) prétendue « apolitique », constitue un handicap majeur pour toute stratégie qui viserait à faire sortir le continent de la stagnation. Cette gestion monétaire absurde convient parfaitement à Washington, dont la monnaie (le dollar) est gérée d'une toute autre manière (qui n'a rien à voir avec les dogmes néo-libéraux !), parfaitement politique ! Joint au contrôle éventuel exclusif de Washington sur les ressources pétrolières du globe, cette gestion garantit que ce que j'appelle l'étalon dollar/pétrole (oil dollar standard) demeure le seul instrument monétaire international en dernière instance, reléguant l'Euro au statut de monnaie régionale subalterne.

Le conflit politique qui pourrait opposer l'Europe (ou tout au moins certains des pays importants du continent) aux Etats-Unis ne résulte pas de divergences fondamentales à travers lesquelles s'exprimerait le conflit d'intérêts capitalistes dominants. Je le situe ailleurs dans le conflit de ce qu'on peut appeler les « intérêts nationaux » et dans l'héritage de cultures politiques profondément différentes, sur lesquelles je me suis exprimé ailleurs.

### **Les sables mouvants du projet européen**

Tous les gouvernements des Etats européens sont jusqu'à présent ralliés aux thèses du libéralisme. Ce ralliement ne signifie donc rien de moins que l'effacement du projet

européen, sa double dilution économique (les avantages de l'union économique européenne se dissolvent dans la mondialisation économique) et politique (l'autonomie politique et militaire européenne disparaît). Il n'y a pas, à l'heure actuelle, de projet européen. On lui a substitué un projet nord atlantique (ou éventuellement de la Triade) sous commandement américain.

Les guerres « made in USA » ont certainement réveillé les opinions publiques – partout en Europe contre la dernière en date, celle d'Irak – et même certains gouvernements, en premier lieu celui de la France, mais aussi ceux de l'Allemagne, de la Russie et au delà de la Chine. Il reste que ces mêmes gouvernements n'ont pas remis en cause leur fidèle alignement sur les exigences du libéralisme. Cette contradiction majeure devra être surmontée d'une manière ou d'une autre, soit par la soumission aux exigences de Washington, soit par une véritable rupture mettant un terme à l'atlantisme.

La conclusion politique majeure que je tire de cette analyse est que l'Europe ne peut pas sortir de l'atlantisme tant que les alliances politiques qui définissent les blocs au pouvoir resteront centrés sur le capital transnational dominant. C'est seulement si les luttes sociales et politiques parviennent à modifier le contenu de ces blocs et à imposer de nouveaux compromis historiques entre le capital et le travail qu'alors l'Europe pourra prendre quelques distances à l'égard de Washington, permettant le renouveau d'un projet européen éventuel. Dans ces conditions l'Europe pourrait – devrait même – également s'engager sur le plan international, dans ses relations avec l'Est et le Sud, sur un autre chemin que celui tracé par les exigences exclusives de l'impérialisme collectif, amorçant ainsi sa participation à la longue marche « au delà du capitalisme ». Autrement dit l'Europe sera de gauche (le terme de gauche étant pris ici au sérieux) ou ne sera pas.

Le « projet européen » est né comme le volet européen du projet atlantiste des Etats Unis, conçu au lendemain de la seconde guerre mondiale, dans l'esprit de la « guerre froide » mise en œuvre par Washington, projet auquel les bourgeoisies européennes – à la fois affaiblies et craintives à l'égard de leurs propres classes ouvrières – ont adhéré pratiquement sans conditions.

Cependant le déploiement lui même de ce projet – fut-il d'origine douteuse – a progressivement modifié des données importantes du problème et des défis. L'Europe de l'Ouest est parvenue à « rattraper » son retard économique et technologique par rapport aux Etats Unis, ou en a les moyens. Par ailleurs « l'ennemi soviétique » n'est plus. D'autre part le déploiement du projet a gommé les adversités principales et violentes qui avaient marqué un siècle et demi l'histoire européenne : les trois pays majeurs du continent – la France, l'Allemagne et la Russie – sont réconciliés. Toutes ces évolutions sont, à mon avis, positives et riches d'un potentiel encore plus positif. Certes ce déploiement s'est inscrit sur des bases économiques inspirées par les principes du libéralisme, mais d'un libéralisme qui a été tempéré jusqu'aux années 1980 par la dimension sociale prise en compte par et à travers le « compromis historique social démocrate » contraignant le capital à s'ajuster à la demande de justice sociale exprimée par les classes travailleuses. Depuis le déploiement se poursuit dans un cadre social nouveau inspiré par le libéralisme « à l'américaine », anti social.

Ce dernier virage a plongé les sociétés européennes dans une crise multidimensionnelle. D'abord, il y a la crise économique tout court, immanente à l'option libérale. Une crise

aggravée par l'alignement des pays de l'Europe sur les exigences économiques du leader nord américain, l'Europe consentant jusqu'ici à financer le déficit de ce dernier, au détriment de ses intérêts propres. Ensuite il y a une crise sociale qui s'accroît par la montée des résistances et des luttes des classes populaires contre les conséquences fatales de l'option libérale. Enfin, il y a l'amorce d'une crise politique – le refus de s'aligner, sans conditions tout au moins, sur l'option des Etats Unis : la guerre sans fin contre le Sud.

Comment les peuples et les Etats européens font-ils et feront-ils face à ce triple défi ?

Les européanistes de principe se partagent en trois ensembles passablement différents :

- Ceux qui défendent l'option libérale et acceptent le leadership des Etats Unis, à peu près sans conditions.
- Ceux qui défendent l'option libérale mais souhaiteraient une Europe politique indépendante, sortie de l'alignement américain.
- Ceux qui souhaiteraient (et luttent pour) une « Europe sociale » c'est à dire un capitalisme tempéré par un nouveau compromis social capital/travail opérant à l'échelle européenne, et simultanément une Europe politique pratiquant « d'autres relations » (sous entendu amicales, démocratiques et pacifiques) avec le Sud, la Russie et la Chine. L'opinion publique générale dans toute l'Europe a exprimé, au Forum Social Européen (Florence 2002 et Paris 2003) comme à l'occasion de la guerre d'Irak sa sympathie pour cette position de principe.

Sur quelles forces s'appuie chacune de ces tendances et quelles sont leurs chances respectives ?

Le capital dominant est libéral, par nature. De ce fait il est porté, logique avec lui même, à soutenir la première des trois options. Tony Blair représente l'expression la plus cohérente de ce que j'ai qualifié « d'impérialisme collectif de la triade ». La classe politique ralliée derrière la bannière étoilée est disposée, si nécessaire, à « sacrifier le projet européen » - ou tout au moins à dissiper toute illusion à son sujet – en le maintenant dans le carcan de ses origines : être le volet européen du projet atlantiste.

De ce fait je crois la seconde option difficile à tenir. Elle est cependant celle des gouvernements européens majeurs – la France et l'Allemagne. Exprime-t-elle les ambitions d'un capital suffisamment puissant pour être capable de s'émanciper de la tutelle des Etats Unis ? Question à laquelle je n'ai pas de réponse –. Possible, mais intuitivement je dirais peu probable.

Cette option est néanmoins celle d'alliés face à l'adversaire nord américain qui constitue l'ennemi principal de toute l'humanité. Je dis bien d'alliés parce que je suis persuadé que, s'ils persistent dans leur option, ils seront amenés à sortir de la soumission à la logique du projet unilatéral du capital (le libéralisme) et à chercher des alliances à gauche (les seules qui puissent donner force à leur projet d'indépendance vis à vis de Washington). L'alliance entre les ensembles deux et trois n'est pas impossible. Tout comme le fut la grande alliance anti-nazie.

Si cette alliance prend forme, alors devra-t-elle et pourra-t-elle opérer exclusivement dans le cadre européen, tous les européanistes étant incapables de renoncer à la priorité donnée à ce cadre ? Je ne le crois pas, parce que ce cadre, tel qu'il est et restera, ne

favorise systématiquement que l'option du premier groupe pro-américain. Faudra-t-il alors faire éclater l'Europe et renoncer définitivement à son projet ? Je ne le crois pas non plus nécessaire, ni même souhaitable. Une autre stratégie est possible : celle de laisser le projet européen « figé », pour un temps, à son stade actuel de développement, et de développer parallèlement d'autres axes d'alliances.

Je donnerais ici une toute première priorité à la construction d'une alliance politique et stratégique Paris-Berlin-Moscou- prolongée jusqu'à Pékin et Delhi si possible. Je dis bien politique ayant l'objectif de redonner au pluralisme international et à l'ONU toutes leurs fonctions. Et stratégique : construire ensemble des forces militaires à la hauteur du défi américain. Ces trois ou quatre puissances en ont tous les moyens, technologiques et financiers, renforcés par leurs traditions de capacités militaires devant lesquelles les Etats Unis font pâle figure. Le défi américain et ses ambitions criminelles l'imposent. Mais ces ambitions sont démesurées. Il faut le prouver. Constituer un front anti-hégémoniste est aujourd'hui, comme hier constituer une alliance anti-nazie, la toute première priorité.

Il n'y aura aucun progrès possible d'un quelconque projet européen tant que la stratégie des Etats Unis n'aura pas été mise en déroute.

### **L'Asie émergente : remise en question de l'ordre impérialiste ?**

Les discours dominants prétendent que l'héritage du sous développement produit par l'impérialisme est en voie d'être dépassé par l'Asie qui « rattrape son retard » en s'affirmant au sein du système capitaliste, et non pas en rompant avec celui-ci ; et les apparences confortent bien cette vision de l'avenir. En effet au cours du dernier quart de siècle cette Asie a enregistré des taux de croissance économique remarquables, au moment même où tout le reste du monde s'enfonçait dans la stagnation. Une projection linéaire permettrait de conclure qu'on se dirige vers un renouveau du système capitaliste mondialisé mieux « équilibré » en faveur de l'Asie. Un capitalisme qui perdrait de ce fait son caractère impérialiste du moins en ce qui concerne l'Asie de l'Est et du Sud sinon le reste du tiers monde. Ajoutons également que, de surcroît la région dispose désormais de capacités militaires importantes en voie de modernisation et que la Chine et l'Inde sont des puissances nucléaires.

L'avenir « certain » que cette évolution traduirait est celui d'un monde multipolaire, organisé autour au moins de quatre pôles de puissance (économique et militaire) équivalente, au moins potentiellement : les Etats-Unis, l'Europe, le Japon, la Chine. Et peut être même autour de six pôles si l'on ajoute aux précédents la Russie et l'Inde. L'ensemble de ces pôles et des pays et régions qui leur sont directement associés (le Canada, l'Europe de l'Est, l'Asie du Sud-est, la Corée) rassemble la grande majorité des peuples de la Planète. Ce système multipolaire se distinguerait de ce fait des formes successives du déploiement de l'impérialisme multipolaire (jusqu'en 1945) puis mono polaire (avec la constitution de l'impérialisme collectif de la triade) qui ne rassemblaient qu'une minorité des peuples du monde.

L'analyse sur laquelle repose ce raisonnement me paraît courte. En premier lieu parce que cette prévision ne tient pas compte des politiques que Washington entend déployer pour mettre en échec le projet chinois. Et comme de surcroît l'Europe n'est pas encore parvenue à imaginer qu'elle puisse rompre avec l'atlantisme qui la situe dans le sillage



des Etats-Unis, et que pour des raisons analogues et/ou particulières le Japon demeure déférent à l'égard de son protecteur d'outre Pacifique, les jours de l'impérialisme collectif de la triade sont encore loin d'être comptés. En second lieu la mesure du « succès » par les seuls taux de croissance de l'économie demeure trompeuse et la validité de sa projection au-delà de quelques années douteuse. La poursuite éventuelle de la croissance en Asie dépend de nombreux facteurs internes et externes qui s'articulent de manières diverses selon d'une part les modèles stratégiques de modernisation sociale choisis par les classes dominantes locales et d'autre part les réactions de l'extérieur (c'est-à-dire des puissances impérialistes qui constituent la triade). Une croissance soutenue, de longue haleine, capable d'améliorer d'une manière sensible – et ressentie comme telle – les niveaux de vie encore très bas des peuples asiatiques, garante par là même du maintien de la solidarité nationale (héritage positif de la Révolution en Chine et au Viet Nam) ou capable de la construire ailleurs (en Inde et en Asie du Sud-est), exige une cohérence planifiée des choix économiques et des moyens politiques. Celle-ci ne peut pas être le produit spontané des modèles mis en œuvre dans le moment actuel, largement influencés par la dogmatique du capitalisme, de surcroît libéral. Ajoutons que la croissance envisagée exigerait un accroissement considérable de la consommation d'énergie (et de pétrole en particulier). Au-delà de ce que représenterait une évolution de ce genre du point de vue de l'équilibre écologique de la Planète le conflit avec les pays de la triade impérialiste bénéficiaires exclusifs jusqu'ici de l'ensemble des ressources de la Planète est de ce fait appelé à s'aiguïser.

Le discours dominant attribue le succès de la Chine post maoïste aux seules vertus du marché et de l'ouverture extérieure. Ce discours simplifie outrageusement l'analyse de la réalité de la Chine maoïste comme il ignore les problèmes posés par l'option capitaliste.

Durant les trois décennies du maoïsme (1950 à 1980) la Chine avait déjà enregistré une croissance exceptionnelle à des taux doubles de ceux de l'Inde ou d'une quelconque grande région du tiers monde. Cela étant les performances des deux dernières décennies du siècle apparaissent encore plus extraordinaires. Aucune grande région du monde n'a jamais fait mieux dans l'histoire. Ce qu'il faut néanmoins rappeler avec force ici, c'est que ces réalisations sans pareilles n'auraient pas été possibles en l'absence des bases économiques, politiques et sociales construites au cours de la période précédente. L'accélération du développement a été accompagnée par un bond en avant des taux de croissance de la consommation. Autrement dit tandis que dans la période maoïste la priorité était donnée à la construction d'une base solide à long terme, la nouvelle politique économique a mis l'accent sur l'amélioration immédiate de la consommation rendue possible par l'effort précédent. Que la distorsion en faveur de la construction des bases à long terme ait caractérisé les décennies maoïstes n'est pas une hypothèse absurde. Mais en sens inverse l'accent placé sur les industries légères et les services à partir de 1980 ne peut durer indéfiniment, car la Chine en est encore à un stade qui exige l'expansion de ses industries de base.

La question de l'ouverture, c'est à dire de la participation à la division internationale du travail et à tous les autres aspects de la mondialisation économique (le recours au capital étranger, l'importation de technologies, l'adhésion aux institutions de la gestion de l'économie mondiale), voire idéologiques et culturels, ne peut être réglée dans les termes polémiques extrêmes – ouverture ou fermeture ! – dans lesquels les défenseurs dogmatiques du néolibéralisme triomphant tentent d'enfermer le débat.

Il faut savoir gérer l'ouverture pour être capable d'en tirer profit. Car pour accélérer le développement qui implique une certaine dose de rattrapage, il faut emprunter des technologies plus avancées donc des équipements (qu'on peut importer) ; et il faut les payer par des exportations. Ce qu'on peut offrir sur le marché mondial, c'est évidemment, à ce stade, des produits qui bénéficient de « l'avantage comparatif » de leur forte intensité en travail. Mais il faut savoir alors que dans ce commerce inégal on est exploité et qu'on accepte cette situation – provisoirement – faute d'alternative. Le danger apparaît lorsque le succès de cette option inspire un renversement de l'ordre des enchaînements qui commandent la logique de la stratégie d'un développement digne de ce nom. Celle-ci implique la soumission des objectifs quantitatifs du commerce extérieur aux exigences du déploiement du projet de développement qui assure le renforcement de la solidarité sociale à l'intérieur et partant la capacité de s'imposer à l'extérieur avec le maximum d'autonomie. La dogmatique libérale propose exactement le contraire, c'est à dire l'inscription maximale dans la division internationale du travail fondée sur la priorité donnée à l'expansion des activités pour lesquelles le pays « bénéficie » de l'avantage comparatif de sa main d'œuvre abondante. Si la Chine devait s'arrêter à l'option qui est celle du pouvoir en place ses taux de croissance s'affaibliront pour rejoindre ceux de l'Inde, situés à hauteur de moitié. La première option est celle que j'ai qualifiée de « déconnexion », qui veut dire refus de la soumission à la logique dominante du système capitaliste mondial et non pas autarcie ; la seconde est celle de l'ajustement toujours passif en réalité (même lorsqu'on le qualifie « d'insertion active ») aux exigences de l'intégration au système mondial.

La question centrale est alors la suivante : la Chine évolue-t-elle vers une forme stabilisée de capitalisme ? Ou demeure-t-elle dans la perspective possible d'une transition au socialisme ? Quelles sont les contradictions et les luttes qui ont pour théâtre la Chine contemporaine ? Quelles sont les forces et les faiblesses de la voie adoptée (au demeurant largement capitaliste) ? Quelles sont les atouts des forces anti-capitalistes (socialistes au moins potentiellement) ? A quelles conditions la voie capitaliste peut-elle triompher, et quelle forme de capitalisme plus ou moins stabilisé pourrait-elle produire ? A quelles conditions le moment actuel pourrait s'infléchir dans des directions qui en feraient une étape (longue) dans la transition (encore plus longue) vers le socialisme ?

La question est alors de savoir si - par les choix qu'elle a fait - la classe dominante peut parvenir à ses fins et quelles pourraient être alors les caractères (spécifiques ou non) du capitalisme chinois en construction, et en particulier son degré éventuel de stabilité. Quelles sont les possibilités offertes à la voie capitaliste dans la Chine d'aujourd'hui ? Des alliances entre les pouvoirs de l'Etat, la nouvelle classe de « grands capitalistes privés » les paysans des zones enrichies par les débouchés que leur offrent les marchés urbains, les classes moyennes en plein essor, sont déjà en place. Mais il reste que ce bloc hégémonique exclut la grande majorité des ouvriers et des paysans. Toute analogie avec les alliances historiques construites par certaines bourgeoisies européennes avec la paysannerie (contre la classe ouvrière), puis, par la suite le compromis historique capital travail de la social-démocratie, demeure donc artificielle et fragile.

Dans la perspective du déploiement de l'impérialisme de la triade les formes nouvelles en construction du contraste centre/périphéries, fondées sur les nouveaux monopoles

signalés plus haut sont appelées à approfondir la polarisation à l'échelle mondiale, non à l'atténuer. Dans ce sens la qualification de « pays émergents » relève de la farce idéologique ; il s'agit de pays qui, loin de « rattraper », construisent le capitalisme périphérique de demain. La Chine ne fait pas exception.

En contrepoint de ce modèle correspondant à une nouvelle étape du déploiement du capitalisme dans un cadre toujours impérialiste, la route en direction de l'alternative socialiste sera plus longue et différente de celles imaginées par les IIe et IIIe Internationales. Et dans cette perspective un « socialisme de marché » pourrait en constituer une première phase. Mais il y a des conditions pour qu'il en soit ainsi. Je situe la question agraire au cœur de ce défi auquel la Chine contemporaine est confrontée.

La population de Chine s'élevait en 2000 à 1 200 millions d'habitants dont deux tiers de ruraux (800 millions). Une projection simple à l'horizon 2020 (vingt ans) démontre qu'il serait illusoire, voire dangereux, de croire que l'urbanisation pourra réduire sensiblement le nombre des ruraux, même si elle parvient à en abaisser la proportion. Une croissance démographique de l'ordre de 1,2 % par an portera la population de la Chine en 2020 à 1 520 millions. Par ailleurs admettons que la Chine parvienne à soutenir une belle croissance de ses industries et des services modernes localisés dans les zones urbaines, au taux de 5 % l'an. Pour y parvenir la modernisation et les exigences de compétitivité imposeront certainement que cette croissance ne soit pas produite exclusivement par un mode d'accumulation extensif (les « mêmes industries et services » qu'à l'heure actuelle, mais en plus grand nombre), mais par un mode partiellement intensif, associé à une forte amélioration de la productivité du travail (à un taux de l'ordre de 2 % l'an). La croissance de l'offre d'emplois urbains serait alors de 3 % l'an, portant le chiffre de la population absorbable en zone urbaine à 720 millions. Une simple soustraction montre alors que 800 millions de Chinois – le même nombre qu'aujourd'hui mais dans une proportion réduite de 67 % à 53 % de la population totale – devraient demeurer ruraux. S'ils sont condamnés à émigrer en ville, parce qu'ils n'ont pas accès à la terre, ils ne pourront qu'y grossir une population marginalisée de bidonvilles, comme c'est le cas depuis longtemps dans le tiers monde capitaliste.

Dans ce conflit gigantesque entre la voie capitaliste – sans issue – et celle d'un renouveau du socialisme, la Chine dispose d'un atout majeur : l'héritage de sa révolution. L'accès à la terre est en effet pour tous les paysans (en Chine et au Viet Nam) un droit reconnu. Ce droit, ignoré par le capitalisme, est pourtant la condition de la survie pour la moitié de l'humanité !. L'illusion serait qu'en y renonçant, c'est à dire en attribuant à la terre le statut de marchandise comme le suggèrent tous les propagandistes du capitalisme en Chine et ailleurs, on pourrait « accélérer la modernisation ».

Dans ces conditions l'avenir de la Chine reste incertain. La bataille du socialisme n'y a pas été gagnée. Mais elle n'a pas (encore ?) été perdue. Et à mon avis elle ne le serait que le jour où le système chinois aura renoncé au droit à la terre de tous ses paysans. Jusque là les luttes politiques et sociales peuvent infléchir le cours des évolutions. La classe politique dirigeante s'emploie à maîtriser ces luttes par le seul moyen de sa dictature bureaucratique. Des fragments de cette classe pensent également circonvenir par ce même moyen l'émergence de la bourgeoisie. La bourgeoisie et les classes

moyennes dans leur ensemble ne sont pas décidées à se battre pour la démocratie et acceptent sans difficulté le modèle de l'autocratie « à la manière asiatique », pourvu que celle-ci autorise le déploiement de leurs appétits de consommateurs. Les classes populaires se battent sur les terrains de la défense de leurs droits économiques et sociaux. Parviendront-elles à unifier leurs combats, à inventer des formes d'organisation adéquates, à formuler un programme alternatif positif, à définir le contenu et les moyens de la démocratie qui peut le servir ?

C'est pourquoi trois familles de scénarios de l'avenir en construction doivent être envisagés. Ces trois schémas correspondent : (i) au projet impérialiste de démembrement du pays et de compradorisation de ses régions côtières ; (ii) à un projet de développement capitaliste « national » ; et (iii) à un projet de développement national et populaire, associant d'une manière à la fois complémentaire et conflictuelle des logiques capitalistes de marché et des logiques sociales s'inscrivant dans une perspective socialiste à long terme, dont ce projet constituerait une phase, celle à venir dans l'immédiat.

L'option en faveur du marché dérégulé et de l'ouverture maximale – c'est à dire celle des libéraux chinois et étrangers – fait le jeu de la stratégie impérialiste, accentuant les motifs de dépolitisation et d'opposition sourde des classes populaires parallèlement au renforcement de la vulnérabilité extérieure de la nation et de l'Etat chinois. Elle n'est évidemment pas porteuse d'une démocratisation quelconque. De surcroît cette option ne ferait pas sortir la Chine du statut de participant périphérique dominé et subordonné aux logiques de déploiement du nouvel impérialisme de la triade.

Ce qui sépare le second modèle du troisième pourrait paraître difficile à identifier d'une manière précise au premier regard : une maîtrise affirmée des relations extérieures, des modes de redistribution qui maintiennent un niveau acceptable de solidarité sociale et régionale. Mais en fait la différence est de nature et non de degré de puissance des moyens de la politique d'Etat mis en œuvre. Le véritable débat trouve ici son fondement ultime. L'option progressiste ne peut être fondée que sur une priorité donnée à l'expansion du marché interne, sur la base de rapports sociaux régulés de manière à réduire au maximum les inégalités sociales et régionales ; et, en conséquence, la soumission des rapports extérieurs aux exigences de cette logique motrice. L'option qui lui fait contraste prend l'insertion sans cesse approfondie dans le système capitaliste mondial comme moteur principal du développement économique. Cette option est associée d'une manière inévitable à l'aggravation des inégalités régionales est surtout sociales. Exprimé dans ces termes l'alternative ne laisse qu'une marge étroite à une option de « capitalisme national » capable de rattraper à terme le monde capitaliste développé pour faire de la Chine une nouvelle grande puissance, voire superpuissance contraignant celles qui sont en place à renoncer à leur hégémonisme. Il est peu probable qu'un pouvoir politique quelconque puisse maintenir assez longtemps le cap à l'intérieur de cette marge étroite et donc qu'une stratégie inspirée par cet objectif perspectif puisse éviter de tomber à droite (et finir par se soumettre au plan impérialiste) ou à gauche (évoluer vers le troisième modèle).

### **Conclusion : vers une reconstruction Euro-asiatique?**

« L'histoire universelle » a été longtemps celle de la complémentarité et du choc des grandes sociétés constitutives de « l'ancien monde » (Asie, Europe, Afrique), les

Amériques post colombiennes le théâtre de l'expansion « isolationniste » de la puissance majeure qui s'y est constituée, les Etats-Unis. Depuis 1945 cette puissance affirme sa vocation mondiale, contrainte d'abord de la partager (inégalement) avec le concurrent militaire et idéologique soviétique, puis sans égal apparent après l'effondrement du « socialisme ».

Dans le même temps l'Europe s'élevait au rang de première puissance commerciale mondiale et s'engageait dans une construction politique qui exclut probablement le retour aux guerres permanentes entre ses Nations constitutives, le Japon se modernisait et l'Asie s'engageait avec une rapidité exceptionnelle dans cette voie. Le capitalisme fournit le cadre de référence obligatoire de ce nouveau système mondial multipolaire en construction. Face au défi américain des rapprochements sérieux entre les pôles de l'ancien monde ont-ils la possibilité d'imposer de nouveaux équilibres stabilisateurs ?

Les analyses que j'ai proposées invitent à beaucoup de circonspection à cet égard. J'ai mis l'accent sur les fragilités des constructions chez deux partenaires majeurs du système, l'Europe enlisée dans l'atlantisme et la Chine. La vulnérabilité du Japon, de l'Inde, de la Russie, n'est pas moindre, pour des raisons diverses que la brièveté de ce papier ne permettait pas d'aborder.

Je n'en conclus néanmoins pas que de ce fait le projet américain de leadership mondial unilatéral s'imposera nécessairement. La construction d'alliances politiques entre des Etats européens majeurs, la Russie et l'Asie (la Chine et l'Inde en particulier) est à l'ordre du jour et, si elle se fait, mettra en déroute définitive les ambitions démesurées de Washington. Alors la multipolarité fournira le cadre du dépassement possible et nécessaire du capitalisme. Le monde multipolaire stabilisé et authentique sera finalement socialiste ou ne sera pas.